

Impasse

Kawkab al-Sharq, 17 mai 1933

Tout le monde est convaincu que la situation politique où l'Égypte est parvenue est mauvaise au dernier degré de la mauvaiseté, misérable au dernier degré de la misère. Personne ne conteste cela, personne n'en discute ; on ne diffère que sur l'issue qu'il faut chercher pour échapper à cette impasse, et revenir à une vie plus aisée, où les esprits s'apaisent et où chacun se sente rassuré quant à sa position et à ses espoirs.

Nous n'avançons pas cela comme une simple affirmation gratuite : vous pouvez être certains que les personnes les plus convaincues de la gravité de cette situation où nous sommes, et de la nécessité d'y échapper, ne sont autres que les ministres eux-mêmes, et leur chef, parti hier se soigner et se reposer. Ce sont eux les plus convaincus de la gravité de cette situation, et les plus soucieux d'en sortir et de s'alléger de son fardeau — à condition que cette sortie ne signifie pas leur sortie du pouvoir, et que cet allègement ne signifie pas un allègement des charges du ministère. C'est pourquoi ils se sont réunis jeudi soir, c'est pourquoi ils se sont réunis dimanche soir, et c'est pourquoi ils se sont réunis dans le train, comme se réunissent les belligérants lorsqu'ils veulent une trêve ou négocient la paix ; et c'est pourquoi ils ont pris, dans ces réunions, des décisions dont certaines sont connues, et dont d'autres seront connues demain ou après-demain — et ce qui en est connu suffit à prouver qu'ils sont aux abois, et qu'ils cherchent une issue à cette gêne, une bouffée d'air pour cette oppression.

Ils ont décidé d'ouvrir la porte de l'exception aux hauts fonctionnaires et à leurs semblables parmi les favoris et les proches, et de dépenser pour eux l'argent de l'État sans compter, sans réserve ni économie. Pourquoi ? Pour encourager celui d'entre eux qu'ils jugent bien disposé à continuer de bien se conduire, et pour détourner celui qu'ils jugent mal disposé de sa mauvaise conduite ! Pour s'assurer le soutien et l'appui de ces fonctionnaires, et leur silence et leur calme, quoi qu'il arrive ! Puis ils ont vu que cette exception ne suffisait pas, et que le ministère ne gagnerait rien à s'attacher une petite minorité de fonctionnaires, ni à faire taire cette minorité — que le seul bénéfice à espérer viendrait de la satisfaction de la masse des fonctionnaires. Ils ont donc transformé l'exception en règle, et ouvert toutes grandes les portes des promotions et des primes, y laissant entrer qui bon semblait aux

ministres.

Vous pouvez chercher les raisons qui ont poussé la politique du ministère à changer à ce point envers les hauts et les petits fonctionnaires : vous n'en trouverez qu'une seule qui convainque — c'est que le ministère, sûr de sa propre faiblesse et de son instabilité, veut renforcer cette faiblesse et confirmer cette instabilité, et qu'il a trouvé les voies qu'il croit menant à ce qu'il veut, à savoir gagner les fonctionnaires et les satisfaire en leur rendant ce qu'il leur avait retenu de promotions et de primes.

Et une autre décision, non moins révélatrice que la précédente de la conviction du ministère quant à sa propre faiblesse, et de son effort pour se procurer la force qui lui permettrait de survivre, c'est ce million que le ministère a bien voulu accorder pour l'assistance aux paysans. La prise de conscience du ministère quant au besoin d'assistance des paysans est venue tard ; le ministère n'a pas entendu les cris des paysans, n'a pas entendu leurs gémissements, n'a pas vu leur misère, n'a pas été témoin de l'apparition de la faim et de la maladie parmi les paysans — pas avant ce tout dernier moment, à la veille même du départ du président du Conseil.

Si, le gouvernement avait entendu, avait vu, avait été témoin, et s'était depuis longtemps convaincu que les paysans étaient misérables, et qu'ils avaient besoin d'assistance — d'une assistance que ce million est loin d'égaliser — mais il s'est détourné de ce qu'il avait entendu, vu, été témoin et senti, se détournant autant qu'il le pouvait, tant qu'il se croyait fort et espérait durer ; jusqu'à ce que, le ciel s'assombrissant, le sol devenant instable, le vent soufflant plus fort, et les motifs d'espérer s'affaiblissant, il s'éveillât à sa propre gêne, songeât à s'en prémunir, et se hâtât d'en sortir — comblant les fonctionnaires de primes, et lâchant aux paysans l'aumône du pauvre : ce million.

Il n'est donc aucun doute que le ministère sente, de la façon la plus claire, que la situation politique où nous sommes est misérable, mauvaise, au dernier degré de la misère et de la mauveté. Quant à ceux qui soutiennent le ministère et le sollicitent pour satisfaire leurs propres désirs et atteindre leurs propres fins, ils en doutaient depuis longtemps déjà, et lui avaient prêté les moyens de durer, tantôt en exagérant la prudence, tantôt en exagérant la complaisance — jusqu'à ce que les scandales de Badari viennent transformer le doute en certitude ; puis, lorsque le président du Conseil tomba malade, ils désespérèrent du

ministère et auraient voulu trouver un moyen de s'en débarrasser !

Le président du Conseil s'est quelque peu remis de sa maladie, et pourtant le Times continue de dire que son ministère n'a plus de tête ! Et que tout espoir de le voir reprendre les charges du pouvoir, même après son retour d'Europe, est désormais hors d'atteinte !

Les Anglais, donc, désespèrent du ministère actuel : leurs grands journaux ont vu, et voient toujours, qu'il s'agit d'un ministère sans tête — c'est-à-dire d'un ministère incapable de penser, de juger, de vouloir et d'agir, puisque toutes ces facultés résident dans la tête, non dans les épaules ! Elles résidaient autrefois dans la tête du ministère, à savoir Sidqi Pacha ; et lorsqu'il tomba malade, elles tombèrent malades avec lui, et le ministère se retrouva avec des épaules et des bras, une poitrine et un dos, mais sans tête ! Il n'y a donc aucun moyen d'espérer en lui ni de s'y fier. Comment donc s'en débarrasser — ou, pour être plus précis : quelle est l'issue à cette situation politique, maintenant que le ministère lui-même s'est montré incapable de nous en sortir ?

Quant à l'Égypte, son opinion sur ce point est bien connue ; mais vous savez parfaitement que la décision, en l'occurrence, n'appartient pas à l'Égypte. Si l'affaire de l'Égypte avait été laissée à l'Égypte — ou à elle seule, à tout le moins —, nous ne serions jamais parvenus à cette situation, et rien de ce qui contrarie et oppresse aujourd'hui nos hommes d'État n'existerait.

Quant au ministère, il a trouvé sa propre doctrine pour sortir de cette situation, et c'est cette chose même que le correspondant du Times a appelée, l'été dernier, un pot-de-vin — destiné à s'attacher partisans et soutiens parmi les fonctionnaires et les paysans.

Quant aux Anglais, la solution qui les satisferait semble, autant qu'on puisse en juger, hors de portée : ils veulent un ministère qui ne soit pas dominé par ce nationalisme wafdiste effréné. Tout se passe comme s'ils avaient étudié la question longuement, l'avaient examinée avec le plus grand soin, et que le résultat de cette longue étude et de cette recherche minutieuse fût la conclusion que ce nationalisme wafdiste effréné se tient en embuscade contre tout ministère qui entreprend les affaires du gouvernement contre la volonté de la nation ; que cette embuscade du nationalisme wafdiste effréné a déjà ruiné les efforts du ministère actuel, terminant l'expérience par un échec sans pareil ; et qu'elle ruinera sans doute les efforts d'autres ministères ressemblant à l'actuel, et terminera d'autres expériences ressemblant à l'expérience

actuelle par des échecs sans pareils.

Il n'y a donc au problème que deux solutions, dont l'une déplaît, semble-t-il, aux Anglais, et qu'ils ne peuvent digérer maintenant, à tout le moins : c'est de laisser les affaires de l'Égypte à l'Égypte, et de laisser ce nationalisme wafdiste effréné gérer les affaires de l'Égypte selon cette manière bien connue que l'Égypte semble aimer, dont elle ne veut pas se détourner, ni se lasser, quels que soient les efforts dépensés pour l'en détourner et l'en lasser.

La seconde, les Anglais ne peuvent ni l'obtenir ni l'accomplir : c'est d'anéantir entièrement ce nationalisme wafdiste effréné, de l'écraser complètement, et d'en effacer toute trace de façon totale. Les différents ministères ont été constitués précisément pour atteindre ce but, pour accomplir ce dessein — et chacun a été comme le bœuf d'al-A'sha, qui donne des coups de corne contre le rocher jusqu'à s'y user la corne, sans entamer le rocher d'un pouce. Il ne reste donc qu'un seul acte décisif pour délivrer les Anglais et leurs amis de ce nationalisme wafdiste effréné : c'est d'évacuer les Égyptiens hors d'Égypte, de les chasser de leur propre terre, et de les disperser aux confins de la terre, en des lieux si lointains qu'aucune nouvelle n'y parvient, et qu'aucune nouvelle n'en revient.

Là, et là seulement, les choses pourraient s'arranger, et le ministère actuel — voire des ministères bien plus faibles que l'actuel — pourrait gouverner l'Égypte sans peine, sans effort, sans fatigue ! Et quel effort coûterait à un ministère de gouverner une terre vidée de ses habitants, un pays dont on aurait chassé la population ?

Voilà la solution exacte au problème du nationalisme wafdiste effréné. Mais quand donc les Anglais trouveront-ils en eux-mêmes le courage et la capacité d'arracher la nation égyptienne à sa terre, et de l'en faire disparaître ? Et s'ils le faisaient, où enverraient-ils ses multitudes traquées et dispersées ?

Cette nation est infectée par le nationalisme wafdiste effréné : partout où elle irait, ce nationalisme wafdiste effréné s'organiserait avec elle. La confiner chez elle vaut donc mieux que de la disperser aux quatre coins de la terre. Où donc est l'issue à cette impasse ? Quel est le chemin pour s'en délivrer ?

Il n'y a d'autre issue que celle-ci, que les Anglais trouveront amère et pénible : c'est que les Anglais se convainquent que l'Égypte doit vivre

pour elle-même, non pour l'étranger ; que l'Égypte doit vivre par son propre peuple, non par l'étranger ; que l'Égypte doit être gouvernée comme elle le veut elle-même, non comme le veut l'étranger ; et que l'Égypte ne sera jamais satisfaite, ne se soumettra jamais, tant qu'on ne l'aura pas laissée seule avec ce nationalisme wafdiste effréné, pour lui confier les rênes du pouvoir aussi longtemps qu'elle l'aimera, lui fera confiance et en sera satisfaite — et, si elle vient à le détester, à s'en détourner, ou à s'en lasser, pour s'en libérer d'elle-même, librement et non par contrainte, et faire passer d'elle-même les rênes du pouvoir à un autre peuple.

Voilà une chose que les Anglais n'aiment pas maintenant, mais qu'ils aimeront demain, sans aucun doute — car les Anglais, si grande que devienne leur puissance, si fort que se resserre leur emprise, si acérée que se fasse leur pointe, sont trop faibles pour changer la nature des choses.

Et jusqu'à ce que les Anglais s'avouent à eux-mêmes cette faiblesse, et jusqu'à ce que les Anglais accordent à l'Égypte le droit de confier ses propres affaires à qui elle veut, fût-ce aux tenants de ce nationalisme effréné, nous devons demeurer forts, patients — mais dans l'espoir, la dignité, et le sourire.